

RECOMMANDATION ET DE DECISION SYMETRIQUE RELATIVES

AUX BOUCLES LOCALES OPTIQUES MUTUALISEES - MARS 2020

SYNTHESE

Définir les grands principes homogènes et équitables de cofinancement

Le cofinancement est au cœur du déploiement de la fibre sur le territoire et du cadre de régulation symétrique défini par l'Arcep depuis 2009 et les décisions n° 2009-1106 et n° 2010-1312. Le cofinancement structure les incitation à l'investissement, la capacité sectorielle de financement des boucles locales optiques, et participe à la mise en place d'une concurrence pérenne entre les opérateurs.

Ces mécanismes de cofinancement permettent de mettre en place des leviers impliquant des investisseurs tiers, afin d'augmenter la capacité et le rythme d'investissement dans les réseaux fibre. L'utilisation de tels leviers financiers est indispensable, compte tenu des objectifs de complétude FttH et des capacités financières de opérateurs alternatifs.

Or, sur un certain nombre de réseaux, nous estimons que les conditions qui nous sont proposées ne nous permettent pas d'intervenir en cofinancement. Nous observons qu'aucun autre opérateur ne cofinance ces mêmes réseaux. Plus de dix ans après les décisions fondatrices de 2009 et 2010, il nous paraît indispensable que l'Autorité puisse préciser, de manière relativement ferme et dans le cadre d'une décision de portée réglementaire, les obligations et conditions de cofinancement, notamment :

- le fait que proposer un offre de cofinancement raisonnable, équitable, transparente, objective, non-discriminatoire et conforme aux pratiques du marché ne constitue pas une option mais bien une obligation, et ceci même lorsque l'opérateur d'immeuble, son actionnaire ou son déléguant préférerait ne pas formuler cette offre, ou privilégierait les offres de location ;
- la durée minimale des droits concédés à l'opérateur cofinancés ; la décision symétrique pourrait reprendre la durée ferme d'au moins 40 ans qui a été définie par la décision de règlement de différend n° 18-0569-RDPI, décision qui a été confirmée en appel ; cette durée ferme d'au moins 40 ans est désormais une pratique majoritaire de marché ;
- la décision symétrique pourrait utilement donner une portée réglementaire explicite aux principes de visibilité et de prévisibilité des conditions d'accès et des coûts auxquels l'opérateur cofinanceur s'engage irrévocablement¹ ; ces principes ont été consacrés par cette même décision de différend ;
- compte tenu des échelles de temps et des masses financières engagées, il est indispensable que les droits concédés et conditions d'accès associées soient garantis sur leur durée, notamment en cas de changement de contrôle ou de cession du réseaux par l'opérateur d'immeuble, ainsi qu'en cas de changement de contrôle ou de cession de droits par l'opérateur commercial ; les obstacles contractuels doivent être prohibés.

¹ Des débats sont en cours concernant les évolutions de long terme des tarifs, sans perspective de conclusion à horizon visible. Au-delà du principe de prévisibilité, ces débats doivent être tranchés rapidement car plusieurs millions de prises sont aujourd'hui de fermées au cofinanceurs. Le statu quo est difficilement soutenable pour toutes les parties, consommateurs compris. Il existe plusieurs moyens juridiques, souples ou rigides, pour avancer.

Homogénéiser les pratiques contractuelles

La décision symétrique pourrait donner une portée réglementaire aux conclusions de la décision n° 18-0569-RDPI pour la partie relative au raccordement des sites mobiles. La décision symétrique pourrait rappeler que les contrats d'accès ne doivent pas entraver la capacité de jouissance du cofinanceur, et notamment sa capacité à intervenir sur les différents marchés de détail et de gros. Que ce soit par l'intermédiaire d'une décision ou d'une recommandation, il nous paraîtrait également utile que l'Autorité puisse préciser :

- les conditions raisonnables et équitables dans lesquels doivent être prévus des droits de suite au bénéfice des opérateurs cofinanceurs *ab initio* ; certains opérateurs d'immeubles, tant en ZTD qu'en ZMD, ne reversent actuellement aucun droit de suite aux opérateurs cofinanceurs ;
- qu'il devrait y avoir une certaine corrélation entre les coûts et les tarifs pratiqués, en zone d'initiative privée, y compris sur le segment du raccordement final ; qu'un opérateur commercial doit donner à l'opérateur d'immeuble la pleine propriété du raccordement final en échange d'un simple droit d'usage temporaire, sans compensation financière, pourrait déjà étonner ; il n'est pas acceptable que certains opérateurs d'immeubles puissent facturer, en sus, des frais d'exploitation dès lors qu'ils n'encourent aucun coût correspondant.

Généraliser le principe de non-discrimination à tous les opérateurs

Fin 2019, plus de 80 % des lignes sur le territoire ont été déployées par un opérateur d'immeuble verticalement intégré, soit dans le cadre d'investissements en propre pour la majeure partie, soit dans le cadre d'un réseau d'initiative publique.

Il nous semble important que l'Autorité précise dans sa décision les modalités de mise en œuvre du principe de non-discrimination fixé par le cadre législatif au L. 34-8-3 pour l'ensemble des opérateurs et au L. 1425-1 pour les opérateurs agissant dans le cadre de réseaux d'initiative publique.

Nous adhérons pour l'essentiel aux orientations exposées dans le document mis en consultation et visant à donner une portée réglementaire symétrique aux obligations d'EoO renforcées imposées à Orange au titre de la dernière analyse de marché. Nous souhaiterions que la décision symétrique puisse en outre intégrer les compléments suivants :

- le fait de considérer comme raisonnable une demande de transcription contractuelle du principe non-discrimination, sous la forme d'une clause essentielle du contrat ; la plupart des opérateurs, notamment en zone publique, à l'exception de SFR, en ont d'ores et déjà accepté le principe ;
- la publication mensuelle, sur le modèle de ce qui a été imposé à Orange depuis quinze ans sur le cuivre, des principaux KPI sur le marché de gros et, pour les opérateurs verticalement intégrés, des KPI symétriques sur le marché de détail ;
- la mise en place d'une muraille de Chine, sous la forme d'un document public présentant les mesures prises par l'opérateur pour éviter la circulation des informations entre sa branche de gros et de détail, d'une direction générale commune ; un audit annuel périodique externe du respect de ces mesures ;
- une obligation de publication de l'ensemble des informations, par exemple le nombre de tranches souscrites ou le volume prévisionnel de déploiement, ne pouvant être raisonnablement cachées à la direction financière ou générale d'un opérateur verticalement intégré.

Favoriser une complétude effective

Le réseau en fibre optique jusqu'à l'abonné remplacera, dans un horizon proche, le réseau de cuivre. Dans cette perspective, il nous semble inenvisageable qu'un abonné dans une zone fibrée soit laissé durablement sans

aucune solution de raccordement filaire, notamment lorsque le cuivre est en voie d'extinction. En revanche, cette solution de raccordement fibre n'est pas nécessairement gratuite pour l'abonné, qui devra assumer les travaux nécessaires sur son domaine privé, et pourra payer tout ou partie des frais de construction du réseau optique jusqu'au droit de sa propriété privée. Dans cette perspective, nous souhaiterions que l'Autorité :

- ne consacre pas dans une décision de portée réglementaire la notion de ligne raccordable à la demande ; toute tentative d'encadrement se traduira par une légitimation ; un problème aujourd'hui circonscrit en pratique à la zone AMEL se diffuserait sur d'autres territoires ;
- donne en revanche une portée réglementaire aux règles d'ingénierie de pose de PBO, notamment nombre de lignes, éloignement des logements, cheminements parallèles de câbles aval, telles que définies à ce stade par une recommandation ;
- précise dans cette décision que l'obligation de complétude « horizontale » de l'opérateur d'immeuble comprend, lorsqu'il existe des immeubles collectifs, une obligation de moyen pour signer les conventions immeuble et le cas échéant déployer les verticalités ;
- impose également dans cette décision un standard élevé de complétude des IPE, y compris pour les immeubles neufs, ainsi que la mise en place de processus de corrections d'erreurs ou de lacunes ; la mise en place de pénalités dissuasives à la dissimulation d'informations est nécessaire ;
- puisse recommander au OI de proposer une prestation de détail, payante, de construction de raccordement physique FttH pour les clients en échecs répétés de raccordement par les OC ; ces abonnés auraient au moins ainsi un opérateur responsable et une solution, même payante.

Aspects opérationnels

L'efficacité du fonctionnement des marchés résidentiels et entreprise de la fibre optique suppose des processus industriels et homogènes sur le territoire. Les travaux du groupe de travail Interop' n'ont pas de portée obligatoire. Ces travaux ne définissent pas les délais ou niveaux de performance attendus

Il nous semble indispensable que l'Autorité puisse normaliser, à intervalle périodique, dans une décision de portée réglementaire, les processus, pratiques et niveaux de service. La dernière décision n° 2015-0776 sur ces sujets date de 2015. Depuis, le nombre de ligne raccordables a été multiplié par quatre, le nombre d'abonné raccordés par six. Un certain nombre d'avancées opérationnelles ont eu lieu, auxquelles l'Autorité doit donner une portée réglementaire. Il s'agit notamment :

- des processus définis par le groupe Interop' depuis la dernière décision de l'Autorité, notamment les procédures de reprovisionnement à chaud informatisées de type e-mutation, et des procédures de correction d'erreur dans les bases IPE ;
- de norme de qualité de service, notamment en termes de qualité et de complétude de IPE, de taux et délais de transmission des routes optiques, de délais et taux de réussite des procédures de SAV, notamment sur le lien entre NRO et PM et pour la clientèle entreprise.

Par ailleurs, au moins un opérateur semble avoir fait des choix d'architecture de déploiement atypiques. Ces choix entraînent des surcoûts ou des délais pour les opérateurs clients. Nous souhaitons que l'Arcep puisse considérer comme a priori équitable une demande visant à moduler les tarifs d'accès de l'opérateur d'immeuble en fonction des surcoûts engendrés pour les opérateurs commerciaux. Si les choix atypiques de l'opérateur d'immeubles sont efficaces, les économies de déploiement devraient compenser les surcoûts induits pour les opérateurs commerciaux. Dans l'hypothèse inverse, l'inefficacité des choix de l'opérateur d'immeuble ne doit pas être répercutée sur les opérateurs tiers.

RECOMMANDATION ET DE DECISION SYMETRIQUE RELATIVES
AUX BOUCLES LOCALES OPTIQUES MUTUALISEES
REPONSES DETAILLEES

PARTIE 2 - DISPONIBILITE DE LA FIBRE SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

Le cycle d'analyse de marché dans lequel s'inscrit la présente consultation publique est dominé par la transition entre le cuivre et la fibre, avec des questions relatives à l'extinction du cuivre et, en symétrie, les sujets de la complétude des nouveaux réseaux fibre.

La disponibilité de la fibre sur l'ensemble du territoire doit désormais être envisagée, au-delà des obligations réglementaires, dans une perspective de disponibilité effective de la fibre pour les ménages et entreprises qui souhaitent un raccordement filaire.

Dans cette perspective, le groupe Iliad soutient pour l'essentiel les dispositions envisagées par l'Autorité, visant à la complétude des zones très denses, au raccordement des nouveaux immeubles et aux informations d'éligibilité. Notre position est néanmoins divergente, ou complémentaire, sur deux points :

- le terme « raccordables à la demande » n'est pas un concept utile à la complétude mais une hypocrisie ; le terme « raccordable » désigne des locaux qui ne sont pas raccordables à la fibre, et pour certains ne le seront jamais ; le principal problème est circonscrit à la zone AMEL et concerne moins 100k logements ; il ne se résoudra pas par une décision de régulation ; au contraire, consacrer l'hypocrisie de la notion de « raccordable à la demande » dans une décision de portée réglementaire serait une erreur ; les modalités supposées encadrer les raccordables à la demande seraient en fait une invitation à leur dissémination sur d'autres territoires ;
- les raccordements complexes ; la complétude effective des déploiements donne la faculté de tous les abonnés à disposer d'un accès ; la complétude suppose de traiter les raccordements complexes, c'est à dire ceux que les opérateurs commerciaux n'arrivent pas à réaliser, pour des problèmes de coût, de temps, d'échec ou d'impossibilité ; nous proposons, ainsi qu'indiqué ci-après, que ces raccordements les plus complexes puissent être, en dernier recours, réalisés par l'opérateur d'immeuble, et que celui-ci puisse, en tant que de besoin, bénéficier de mécanismes de solidarité ou de péréquation nationale.

Construction des raccordements complexes

Une complétude effective suppose de construire les raccordements finaux, y compris complexes

Aucun abonné, dans une zone fibrée, ne doit être laissé durablement sans aucune solution de raccordement fibre, balloté d'échec en refus entre les opérateurs commerciaux. Tous les abonnés d'une zone couverte doivent pouvoir demander et obtenir un raccordement fibre.

Ce raccordement fibre n'est pas nécessairement gratuit pour l'abonné. La contribution demandée à l'abonné final pour un raccordement fibre devrait si possible rester raisonnable, comparé au prix des raccordements aux réseaux téléphonique, d'électricité, d'assainissement.

Domanialité, responsabilité et de répartition des charges

L'abonné, ou le propriétaire du terrain et du bâtiment, est fondamentalement responsable et financeur des travaux de génie civil à réaliser sur son domaine privé. A contrario, aucun opérateur, commercial ou d'immeuble, ne doit être tenu de financer des travaux ou du génie civil sur le domaine privé, que ce soit directement ou par l'intermédiaire de mécanismes de péréquation tarifaire.

L'opérateur d'immeuble est responsable et financeur de la pose du point de branchement, PBO, immédiatement ou à la demande, sans surcoût pour les opérateurs commerciaux par rapport au tarif de cofinancement des lignes raccordables, donc avec PBO posé, convenu lors de la négociation et de la signature du contrat. La zone AMEL où le principe de non complétude préexiste au contrat est un cas spécifique, qui doit rester strictement isolé.

Le génie civil à réparer ou créer sur le domaine public doit être financé, comme le génie civil existant, par tous les opérateurs, à proportion de leurs parts de marché actuelles et futures. L'opérateur historique devrait être tenu de réparer ou créer le génie civil nécessaire sur le domaine public. Ces coûts entrent dans la base de coût globale et seront amortis. Le génie civil de l'opérateur historique joue d'ores et déjà, de fait, un puissant rôle de fond de solidarité spatial et temporel.

Proposition d'organisation pour la réalisation de raccordements complexes

L'opérateur d'immeuble doit jouer le rôle de dernier recours pour les abonnés n'arrivant pas à se faire raccorder par les opérateurs commerciaux. Sous conditions d'éligibilité, qui pourraient être plusieurs refus ou échecs successifs de raccordement par des opérateurs commerciaux différents, l'abonné peut contacter l'opérateur d'immeuble. Celui-ci doit lui fournir deux prestations :

- l'opérateur d'immeuble doit fournir à l'abonné un descriptif détaillé de travaux de génie civil, extérieurs ou intérieurs, à réaliser sur le domaine privé ; l'opérateur d'immeuble peut décider de proposer la prestation, a priori payante, de réalisation des travaux ou peut fournir une liste d'entreprises susceptibles de réaliser ces travaux ;
- lorsque les travaux de génie civil sur le domaine privé ont été réalisés, l'opérateur d'immeuble doit poser la prise optique avec continuité jusqu'au point de mutualisation ; cette prestation doit être proposée à un tarif raisonnable au regard des coûts nets encourus.

Les opérateurs d'immeuble doivent pouvoir intervenir comme sous-traitant de l'opérateur historique pour réparer et créer le génie civil nécessaire. La grille de sous-traitance doit couvrir les coûts complets que les opérateurs d'immeubles supportent ces opérations. L'opérateur d'immeuble tant que sous-traitant, ne devrait pas être déficitaire ou supporter de coût net sur les travaux de génie civil menés sur le domaine public, y compris pour des opérations unitaires, isolées, ou complexes.

Les opérateurs d'immeuble peuvent bénéficier de dispositif de solidarité complémentaires permettant d'abaisser le coût net de pose de prise optique, c'est-à-dire les coûts de tirage de fibre et uniquement de tirage de fibre, restant à payer par l'abonné. Ces mécanismes existent déjà, en pratique, sur certains réseaux publics avec des subventions aux raccordement longs. Il serait cohérent, à terme, que la prestation de pose de prise optique soit intégrée à un service universel. A titre d'exemple, le service universel cuivre permet de plafonner à deux mille euros le coût net de raccordement supporté par l'abonné, hors travaux sur domaine privé.

Les raccordements complexes réalisés dans ce cadre sont mis à disposition des opérateurs commerciaux à un prix ou un droit de suite similaire à celui des raccordement non complexes. Les opérateurs commerciaux locaux ne sont pas financeurs des surcoûts des raccordements complexes. Ces surcoûts sont intégralement ventilés entre le propriétaire pour le génie civil sur le domaine privé, la communauté des opérateurs nationaux pour le génie civil sur le domaine public et l'abonné pour le déploiement et la pose de la prise optique, aidé le cas échéant par des mécanismes de solidarité.

Complétude des déploiement FttH en zone très dense

Nous partageons l'analyse et les objectifs de l'Autorité. Les locaux situés dans les poches de basse densité des zones très denses, comme ceux situés dans les zones moins denses, doivent devenir effectivement raccordables à la fibre dans les années suivant la pose du point de mutualisation.

Pour atteindre l'objectif de complétude dans les poches de basse densité, l'Autorité souhaite appliquer des modalités similaires à celles de la zone moins dense, et imposer le déploiement d'un « *réseau horizontal* » « *à proximité immédiate des logements* » dans un « *délai raisonnable* ».

Nous soutenons cette proposition, mais elle nous semble insuffisante. Nous comprenons la complétude du déploiement FttH comme la faculté pour les abonnés de pouvoir souscrire une offre très haut débit sur fibre optique et l'obtenir de manière quasi certaine dans un délai raisonnable.

Cela suppose non seulement l'existence d'un réseau horizontal, mais également que les points de branchement aient été effectivement posés et que des conventions aient été signées avec les bailleurs d'immeubles collectifs afin de permettre le passage de câble en parties communes.

Nous proposons que la décision relative à la complétude soit complétée, afin de faire obligation à l'opérateur d'immeuble de solliciter, à au moins deux reprises, chaque bailleur d'immeuble collectif et copropriété de la zone arrière afin :

- d'installer la verticalité lorsque l'immeuble collectif est assez important pour justifier la pose de PBO en colonne montante, par exemple pour les immeubles de plus [six] logements et lorsqu'une colonne montante existe ;
- et, dans tous les cas, de signer une convention d'installation permettant à ses sous-traitants, dont les opérateurs commerciaux, d'intervenir au sein de l'immeuble collectif pour y réaliser les raccordements en tenant compte des prescriptions techniques du bailleur.

Nous proposons que ces dispositions soient de portée obligatoire et fasse l'objet d'une décision. Nous proposons que cette obligation soit étendue à l'ensemble de la zone moins dense, voire à la zone très dense si des dispositions visant à sa complétude étaient adoptées.

Un refus réitéré, au moins deux fois, du bailleur pourrait figurer dans les IPE et dans les cartes d'éligibilité à la fibre. Les ménages et entreprises souhaitant déménager seraient ainsi informés d'une indisponibilité, vraisemblablement durable, des offres à très haut débit sur fibre optique dans l'immeuble. La publication de cette information renforcerait le contrôle, par *crowdsourcing*, de l'effectivité des sollicitations.

L'Autorité propose par ailleurs certaines dispositions visant à assurer une complétude du déploiement des poches de haute densité. Nous ne disposons pas des éléments d'informations suffisants nous permettant d'apprécier la pertinence de la disposition, assez complexe, envisagée par l'Autorité.

Reclassement en poche de basse densité sur quatre communes

Nous ne comprenons pas la portée de la disposition envisagée par l'Autorité :

S'agit-il d'appliquer à ces zones les obligations résultant de la décision de 2010 relative à la taille minimale des points de mutualisation de trois cent lignes ? Si tel est le cas nous y sommes favorables, mais cela suppose probablement la reprise ou le tromboning de point de mutualisation existants.

S'agit-il, à topologie de réseau inchangée, uniquement de libérer les promoteurs d'une obligation de pose de réseaux quadrifibres dans des zones où l'architecture dominante des colonnes montantes est largement monofibre ? Si tel était le cas :

- une modification de l'article du code de la construction ou de l'arrêté cités par la consultation semblerait une voie plus naturelle que le reclassement en zone moins dense, si la topologie des réseaux de zone moins dense devait in fine ne pas s'appliquer dans ces zones ;
- nous ne sommes pas hostiles à la pose de colonnes montantes monofibres dans les zones où les colonnes montantes sont quasi exclusivement monofibres, à la condition expresse que le point de brassage soit directement accessible à partir du domaine public ; si tel était le cas, cette disposition pourrait peut-être s'appliquer à d'autres zones que les quatre communes citées.

Locaux raccordable à la demande

La notion de « raccordables à la demande » est hypocrite

Nous considérons qu'un local est raccordable à la fibre lorsqu'il est éligible aux offres très haut débit, lorsque l'abonné demande une offre fibre, il doit l'avoir dans un délai cohérent aux pratiques de marché, c'est-à-dire de quelques jours si la prise existe déjà à un mois maximum si la prise doit être posée.

La notion de raccordable à la demande n'a pas de sens commercial, et n'a surtout pas de sens pour les abonnés. Raccordable à la demande, certes, mais à qui faire la demande ? La notion n'est pas opposable aux opérateurs commerciaux et l'abonné n'a pas accès à l'opérateur d'immeuble².

Un fois le cuivre éteint, peu de ménages et d'entreprises accepteront d'emménager dans un local raccordable à la demande, où la probabilité est forte de n'avoir jamais de connexion filaire et, si par chance un opérateur la propose, ce sera pour un prix inconnu et dans un délai de six mois.

La notion de « raccordables à la demande » est délétère

Sur les plans opérationnel et commercial, la notion de raccordable à la demande ne fonctionne pas, plus de quatre ans après la définition de cette notion par l'Autorité dans une recommandation de 2015. Les opérateurs ne commercialisent pas ces prises de manière dynamique. En pratique, les abonnés ne sont pas raccordables. Compte tenu de la complexité des flux, du volume d'affaires, et surtout du fait qu'aucun opérateur commercial n'est vraiment responsable, cette situation a peu de chances d'évoluer favorablement.

Nous considérons que l'ouverture d'une dérogation tarifaire pour les locaux raccordables à la demande relève d'une erreur d'appréciation commise par les collectivités et l'Etat dans le cadre des engagements L. 33-13. Il n'est pas envisageable que les opérateurs commerciaux supportent, dans la période d'investissement sans précédent qu'ils traversent, le poids de cet arbitrage. Dès lors, et ceci quelque que soit le taux de raccordable à la demande ou le coût de pose des PBO concernés :

- soit les pouvoirs publics trouveront une manière de subventionner la pose de ces PBO, ou s'ils sont patients, attendront que des mécanismes de solidarité sectorielle, type service universel très haut débit, se mettent en place ;
- soit, de manière non exclusive avec le cas précédent, les abonnés finaux concernés financeront une partie significative de la pose des PBO permettant leur raccordement filaire, une fois qu'ils n'auront plus le choix, le cuivre ayant été démonté.

Permettre aux opérateurs d'immeuble de faire payer plus cher certaines prises est orthogonal aux principes de péréquation ayant présidé à la tarification du génie civil et le faible. Reconnaître que ces PBO ne seront en fait

² Du moins dans le dispositif actuel. Nous avons formulé des propositions ci-avant en partie « construction des raccordements complexes » visant à ce que l'abonné puisse, en dernier ressort, solliciter l'opérateur d'immeuble pour réaliser les raccordements que les opérateurs commerciaux ne savent pas réaliser dans le cadre des processus standards. Les raccordables à la demande pourraient entrer dans cette catégorie. Si les processus étaient modifiés en ce sens, la notion de « raccordable à la demande » serait moins hypocrite, l'abonné aurait en effet un opérateur effectivement responsable à qui formuler sa demande de raccordement.

jamais posés diminue les coûts de déploiements des opérateurs d'immeubles, mais pose une forme de principe de non-complétude, problématique quand le cuivre a vocation à s'éteindre.

Encadrer les raccordables à la demande serait une erreur, car il s'agirait d'une légitimation

Les dispositions envisagées par l'Autorité concernant les délais de déploiement des raccordables à la demande et l'appréciation du départ du délai de six mois ne sont pas indispensables. En zone AMII, la complétude s'exprimera en 2022 en termes de locaux effectivement raccordables. En zone d'initiative publique, cette complétude est encadrée par les contrats de délégation et plus largement la notion de service public. En zone AMEL, les déploiements n'ont pas commencé.

Sur le plan contractuel, et concernant le paiement d'un tarif spécifique pour les logements raccordables à la demande, la zone AMEL semble être un cas particulier :

- en zone AMII, que l'Autorité exclut avec justesse du périmètre des dispositions envisagées, les contrats de cofinancement ont été signés depuis plusieurs années sans prévoir de différenciation tarifaire, la notion de raccordable à la demande n'existant alors pas ; les opérateurs cofinancer, au même titre que les opérateurs d'immeuble, ont besoin d'une réglementation stable ;
- En zone RIP, le Plan France Très Haut Débit et les lignes directrices tarifaires de l'Arcep fixent un principe d'équivalence des tarifs de gros à ceux de la zone AMII pour permettre, in fine, une équivalence des tarifs au détail ; en pratique, à ce stade, les principaux OI de RIP avec lesquels Free a signé des contrats n'ont pas prévu d'utiliser le principe du raccordable à la demande ;

Il n'y a que dans la zone AMEL, finalement, que les principes de non-complétude et de tarifs différenciés préexistent à la signature des contrats. Il s'agit donc d'un cas particulier au regard de l'ensemble des autres zones. Le vrai sujet, et le seul sujet des raccordables à la demande, au final, ce sont les soixante mille logements raccordables à la demande en zone AMEL pour lesquels les décisions L.33-13 semblent avoir ouvert la voie à une différenciation tarifaire.

Nous savons que plusieurs millions de logements ne sont pas financés et ne seront donc pas raccordables en 2025, alors que la demande en très haut débit sera pressante et que l'extinction du cuivre approchera. Soit les technologies hertziennes seront suffisamment satisfaisantes pour ces logements non raccordables soit, à l'occasion d'un plan de relance budgétaire, des crédits publics seront engagés pour rendre éligibles au FttH ces ménages résiduels. Les soixante mille raccordables à la demande des zones AMEL pourront être traités dans ce cadre, et représenteront moins de cinq pourcents du total.

Dans ce contexte, entériner le recours aux raccordables à la demande sur l'ensemble du territoire national par l'intermédiaire d'une décision homologuée de portée réglementaire nous paraît inutile et dangereux. Inutile parce que cela, ne résoudra pas le problème de leur financement ou de la commercialisation des prises concernées. Dangereux parce que l'Etat aura légitimé l'impasse dans laquelle les abonnés concernés vont se trouver, et va par cette légitimisation favoriser la reprise de la notion de raccordable à la demande par d'autres opérateurs d'immeubles, dans le cadre de nouveaux AMEL ou des RIP non engagés.

Localisation des points de branchements

Les règles d'ingénierie sur la pose des PBO définies par la recommandation relative à la complétude de 2015 ont montré leur efficacité et n'ont pas été critiquées. Nous proposons désormais qu'une décision en prenne acte et confirme leur force obligatoire pour assurer l'homogénéité des déploiements.

Raccordement des immeubles et des lotissements neufs

Relations entre le promoteur et l'opérateur d'immeuble

Il n'est pas rare que les clients finals n'aient pas la possibilité de choisir leur FAI lorsqu'ils prennent possession de leurs locaux et qu'ils n'aient pas d'autre choix que les offres proposées par la branche commerciale de leur OI. En effet :

- Rares sont les OC à avoir la capacité d'adducteur tous les PM avant leur mise en service commerciale, la plupart doivent prioriser leurs adductions. Ainsi, les OC peuvent n'avoir pas demandé l'adduction d'un PM avec des logements neufs ou l'avoir demandé en retard.
 - Les OC ont tout intérêt à prioriser les PM avec des logements neufs,
 - parce que les délais sont raccourcis (1 mois au lieu de 3)
 - parce que la phase de commercialisation est beaucoup plus courte sur les logements neufs (sans accès fixe, les clients font leur choix en quelques jours) que sur les logements anciens (possédant généralement déjà un accès fixe, les habitants sont moins pressés de passer à la fibre)
 - parce que l'absence de cuivre, de moins en moins présent sur les constructions neuves, interdit aux OC de proposer à leurs clients une offre ADSL pour les faire patienter en cas de retard d'adduction.
 - Si un retard des OC lors de la commercialisation peut leur être imputable, ce retard peut aussi provenir d'un défaut d'information de la part de l'OI :
 - Dans les IPE, Free estime qu'il manque 30% à 50% des logements neufs. Free a partagé son analyse en multilatérale Arcep : certains OI n'identifient pas systématiquement les logements neufs dans le champ *ImmeubleNeuf* dans leurs IPE, et d'autres ne remplissent même jamais ce champ. Pourtant les OC ont besoin de cette information pour prioriser leurs adductions.
 - De même, les informations des OI ne permettent pas toujours aux OC de distinguer les constructions neuves avec des infrastructures mixtes (XDSL + Cuivre) des constructions neuves sans cuivre, sur lesquelles il est primordial pour les OC d'être présent dès l'ouverture commerciale.
 - L'information logement neuf ne semble pas toujours précisée non plus dès le début du projet immobilier (au début du préavis de trois mois) : les adresses peuvent être ajoutées plus tard dans l'IPE et, une fois encore, le champ *ImmeubleNeuf* n'est pas toujours renseigné correctement dès l'insertion des adresses dans l'IPE. Concrètement, un OC peut découvrir que le PM dessert des logements neufs moins d'un mois avant le début de la commercialisation, c'est trop tard.
 - Ces retards sont malheureusement difficilement auditables car il est fréquent que de nouvelles voies ou de nouvelles adresses soient attribués aux nouveaux bâtiments, ce qui entraîne l'écrasement de l'adresse initiale du permis de construire dans les IPE par les nouvelles adresses. Par ailleurs, un OI nous a précisé qu'il supprimait le caractère *ImmeubleNeuf* de ses IPE passé le délai de 6 mois après la MESC.
 - Aussi Free demande que les OI s'engagent sur la qualité de leurs IPE concernant d'une part l'identification des constructions neuves, et d'autre part l'absence éventuelle de cuivre sur ces constructions.
- Les OC disposent de 1 mois pour adducter les PM avant la mise en service commerciale. Ce délai semble suffisant pour les OC en théorie, mais certaines situations se révèlent plus problématiques en pratique :

- Les OI ne permettent pas toujours aux OC d'adducter le PM dans ce délai d'un mois. En effet, il faut parfois plus d'un mois pour obtenir les prestations commandées à l'OI sur ces PM et une fois livrées, elles ne sont pas toujours en état de fonctionnement. Même quand la livraison est inférieure à un mois, il ne reste pas toujours assez de temps à l'OC pour installer ses équipements et recetter la livraison.
 - On peut s'interroger sur la nécessité que l'OI, s'il ne l'a pas déjà fait, s'engage contractuellement et contre pénalité à traiter les commandes (PM, liens LFO, ...) des OC dans un délai inférieur à 3 semaines, ou à différer la mise en service commerciale pour l'ensemble des opérateurs s'il n'est pas en mesure de respecter ce délai.
- Les OI peuvent aussi exercer une forme de blocage des OC au moment de leur commandes d'accès
 - Rappelons que le délai entre la Mise à Disposition du PM par l'OI et la date de début de commercialisation par les OC peut être réduit à 1 mois, et que la date de début d'acceptation des commandes d'accès peut commencer 14 jours avant la date de mise en service commerciale.
 - Certains OI interdisent l'accès à leur webservice d'aide à la prise de commande tant qu'ils n'ont pas intégré le CRMAD PM de l'OC (vérifier si ce blocage n'existe pas aussi sur les commandes). Ce conditionnement est problématique car il fait peser sur l'opérateur commercial un risque en cas de retard de l'OI pour valider ses CRMADPM, mais aussi car, de facto, il ne laisse plus 1 mois complet à l'OC pour adducter les PM desservant des constructions neuves, mais seulement 14 jours.
 - Subordonner la réponse du wsapc (et les commandes) à la validation du CRMADPM par l'OI n'est souhaitable ni pour les consommateurs ni pour la concurrence. Aussi Free demande que cette pratique soit interdite si elle n'est pas dûment justifiée par l'OI, sinon que l'OI s'engage à traiter les commandes (PM, liens LFO, ...) des OC dans un délai inférieur à 2 semaines.

Cette situation est problématique pour le client. Nous sommes dès lors favorables aux dispositions envisagées par l'Autorité. Cependant, pour permettre leur pleine effectivité, nous suggérons les dispositions complémentaires suivantes :

- l'opérateur d'immeuble devrait être en mesure de communiquer un cahier des charges aux promoteurs ayant l'obligation d'installer la fibre optique dans les immeubles neufs ; a priori, ce cahier des charges devrait être identique ou très proche de ceux réalisés dans le cadre des travaux menés par Objectif fibre en lien avec l'ensemble des acteurs du secteur ; ce cahier des charges échangé avant le début des travaux permet une recette sur une base partagée et objective ;
- réciproquement, les promoteurs doivent disposer d'un outil leur permettant d'identifier l'opérateur d'immeuble en charge de déployer la zone arrière FttH dans laquelle ils vont construire leur immeuble ; dans l'hypothèse où cet outil serait la carte publiée par le régulateur, cette information devrait être tenue à jour et portée à la connaissance du secteur ;
- l'Autorité devrait encadrer les modalités des conditions juridiques et économiques d'accès aux réseaux verticaux posés dans les immeubles neufs, par exemple, et à l'instar de ce qu'elle a déjà fait dans les immeubles existants, via une convention type, afin de faciliter les relations entre les opérateurs et les promoteurs ;
- les obligations de complétude des IPE concernant les immeubles neufs devraient être renforcées ; l'opérateur d'immeuble devrait être obligé d'y renseigner au plus tôt les informations dont il dispose ; les pénalités en cas de dissimulation d'information disponible ayant pour effet une situation de monopole commercial de l'OI doivent être proportionnées au préjudice commercial engendré.

Partie 2. Correction des données dans les Informations Préalables Enrichies

Nous adhérons aux dispositions proposées par l'Autorité concernant la mise en place par les OI de processus industriel de signalement unitaire ou en masse des immeubles manquants ou des informations erronées dans leurs fichiers d'informations préalables enrichies. Les principales catégories d'anomalies IPE identifiées à date pouvant conduire à une escalade nous semblent être les suivantes :

- AJOUT : Immeuble FTTH (ou PM) manquant dans l'IPE
- CORRECTION : Immeuble FTTH (ou PM) existant dans l'IPE, mais mal qualifié
 - Adresse à corriger (au moins une des formes est incomplète ou erronée)
 - Coordonnées à corriger (ou à améliorer)
 - Autres caractéristiques à corriger : état de déploiement, etc.
- SUPPRESSION : Immeuble ciblé dans l'IPE, mais déployé entretemps par un autre OI
- MISE A JOUR : l'adresse indiquée dans l'IPE est inconnue des référentiels externes
 - Après avoir validé l'existence de l'adresse auprès de la Mairie, l'OI accompagne la collectivité pour que les référentiels externes soient mis à jour dans un délai de [1 mois/3mois]
 - A défaut, si l'adresse utilisée dans l'IPE (relevée sur le terrain) n'est pas validée par la Mairie, l'OI s'engage à la corriger dans ses IPE sous 3 semaines.

Nous comprenons que ces processus d'escalade doivent permettre la mise en qualité de l'ensemble des champs de l'IPE par l'OI, après demande des OC.

- Pour les escalades unitaires, les délais proposés par l'Arcep (1 à 3 semaines, selon la complexité) nous semblent satisfaisants du point de vue OC et raisonnables pour les OI, certains offrent d'ailleurs déjà de meilleurs performances (2 jours par des cas simples).
- Pour les escalades par lots (exemple, envoi d'une liste de plusieurs milliers de corrections à effectuer), le délai envisagé pourrait être plus long, toutefois :
 - La mise en place d'un processus normalisé et encadré permettant aux OC de signaler aux OI les anomalies à corriger dans l'IPE est un grand pas en avant. Mais il ne faudrait pas que les OI se contentent d'être réactifs et rechignent à mettre en œuvre des process proactifs, lors du référencement de nouvelles adresses notamment. Les OC attendent aussi que les OI tirent profit des anomalies qui leur seront remontées pour identifier la cause amont de ces anomalies, pour corriger les anomalies du même type qui pourraient exister dans leurs IPE, sans attendre une escalade pour chaque cas, et pour mettre en œuvre les actions nécessaires pour éviter que des anomalies similaires se reproduisent.
 - Imposer à l'OI un délai de correction court, et indépendant du volume des corrections à effectuer, pourrait représenter une charge importante pour l'OI. Mais cette charge l'inciterait à réduire en amont le nombre d'anomalies dans ses IPE par des process automatisés et, in-fine, à produire des IPE de meilleure qualité.
 - Aussi, nous sommes favorables au maintien d'un délai court pour toutes les escalades, y compris pour les escalades par lots, indépendamment des volumes.

- Nous suggérons que les OI s'engagent contractuellement sur la performance du processus de remontée d'anomalies IPE, qu'ils prévoient des pénalités et qu'ils mettent en place des indicateurs pour suivre les délais de réponse ainsi que les taux de rejet.

Nous suggérons que ces obligations soient renforcées par des dispositions complémentaires de deux natures distinctes : concernant la complétude des IPE d'une part, et concernant la fourniture d'informations indispensables complémentaires à l'IPE d'autre part.

Concernant la complétude de l'IPE, les OC, à fortiori s'ils sont cofinanceurs, sont en droit d'exiger que les IPE leur permettent une commercialisation effective des logements raccordables. Or c'est l'OI qui garantit la qualité des données de son IPE et cette qualité est essentielle pour la commercialisation du FTTH, effective et sans discrimination. Le processus d'escalade ne couvrira pas toutes les anomalies IPE identifiées (Identification des constructions neuves, et des logements sans fibre, Immeubles supprimés de l'IPE, sans maintien en état ABANDONNE pendant 3 mois...). Nous suggérons donc également d'imposer aux OI une obligation de fournir un IPE avec une qualité minimale, en particulier en matière de complétude et de cohérence des champs critiques de l'IPE évoqués ci-après, vérifiée à l'aide d'indicateurs pertinents définis par l'Autorité. Le cas échéant, des engagements et des pénalités pourraient alors être imposés dans le cadre des contrats pour garantir le maintien d'une qualité des IPE suffisante pour assurer le passage de commande des OC.

La qualité des champs suivants de l'IPE est particulièrement cruciale :

- Complétude des différents champs d'adresse :
 - en dehors de l'identifiant immeuble, inconnu du client et désignant un bâtiment, les codes affectés dans l'IPE aux adresses, l'hexacle et le quadruplet {insee + Rivoli + N° de voie + complément de n°}, ne sont pas toujours remplis dans l'IPE alors que :
 - ces codes servent aussi à rapprocher l'adresse IPE de la base adresse des OC, tant pour identifier leurs abonnés à migrer que pour inscrire de nouveaux abonnés, une valeur vide de ces codes dans l'IPE réduit la capacité de l'OC à rattacher l'immeuble IPE à une des adresses dans sa base, et par conséquent la capacité de l'OC à commercialiser la fibre sur cette adresse,
 - ces codes sont par ailleurs obligatoires pour interroger le webservice d'aide à la prise de commandes de l'OI puis pour passer une commande à l'OI, une valeur vide peut donc bloquer la commercialisation de la fibre.
 - le premier motif évoqué par ces OI est que cette base n'est pas en open-source, aussi :
 - il nous semble raisonnable de demander que les extractions de la 42C qu'Orange fournit aux opérateurs dégroupés chaque semaine soient aussi mises à disposition des OI (à un tarif abordable) ;
 - Orange a par ailleurs besoin d'identifier les Immeubles ZLIN sur les constructions neuves sans cuivre quand elle n'est pas opérateur d'immeuble, aussi il nous semble que les OI devraient à leur tour mettre à disposition d'Orange la liste des adresses sans cuivre, à un tarif abordable ou simplement en contrepartie des extractions 42C.
 - certains de ces OI indiquent par ailleurs qu'ils ne prévoient aucun développement pour ajouter les codes Rivoli d'Orange dans leurs IPE : il nous semble raisonnable de demander que les OI remplissent le code Rivoli d'Orange dans leurs IPE, à fortiori si ces codes sont mis à leur disposition par Orange à un tarif nul ou abordable.

- Cohérence des différents champs d'adresse :
 - certains IPE présentent des incohérences entre les champs permettant d'identifier de manière univoque une adresse (adresse littérale ≠ hexacle ≠ quadruplet : INSEE, FANTOIR, numéro de voie et son complément). Ces incohérences peuvent conduire un OC à rattacher un immeuble IPE à la mauvaise adresse ou carrément à rejeter ces lignes de l'IPE. Il en résultera des inéligibilités à tort ainsi que des demandes de reprovisioning à chaud lors des poses de PTO. Ces incohérences d'adresse freinent la commercialisation du FTTH.
 - les remèdes proposés sont d'une part le processus d'escalade et d'autre part des engagements contractuels de la part des OI, avec des pénalités associées et un suivi régulier par des indicateurs dédiés.
- Complétude de l'identification des locaux neufs : la plupart des IPE ne permettent pas d'identifier les logements neufs. Or les OC doivent impérativement être en mesure d'identifier à l'avance ces locaux (représentant environ 450 K lignes éligibles supplémentaires par an) qui sont livrés et emménagés par leurs occupants dans des délais très courts, pour pouvoir en prioriser le raccordement et la commercialisation. Au sein de ces locaux, la sous-catégorie des locaux neufs sans cuivre est particulièrement sensible, dans la mesure où les OC alternatifs ne sont pas en mesure de proposer une solution palliative sur cuivre en attendant le raccordement du PM.
- Complétude de l'information concernant les adresses « gelées », c'est-à-dire les adresses déployées dont la commercialisation doit être suspendue pour tous les OC à la demande de l'OI (vandalisme, défaut de verticalité, bug informatique,...) : les OC doivent obtenir une information identique à celle disponible pour l'OI concernant ces suspensions et la reprise des déploiements, afin de pouvoir adapter leurs stratégies de commercialisation en conséquence dans la zone et il semble nécessaire que les IPE soient mises à jour pour refléter ces suspensions de l'éligibilité (nouvel état Immeuble si besoin + motif de gel + date prévisionnelle de dégel).

Les défauts de qualité des IPE conduisent non seulement à des erreurs d'éligibilité, mais aussi à la délivrance de routes optiques incorrectes et à des déplacements sur le terrain qui ne peuvent pas aboutir sans modification de la route optique.

En complément de la mise en qualité progressive des IPE, il est donc indispensable que l'Autorité contraigne l'ensemble des opérateurs, conformément à la réponse présentée dans la partie 3.2, à mettre en place dans un délai de 6 mois maximum les processus et outils nécessaires au reprovisioning à chaud, afin de permettre le raccordement des clients finals éligibles dès la première intervention. Les OI doivent pouvoir apporter en quelques minutes au plus une solution aux techniciens des OC lorsque les éléments observés au cours de l'intervention chez l'abonné diffèrent de ceux indiqués dans la commande, pour un même OI, notamment lorsque cette divergence porte sur l'existence d'une PTO, sur sa référence, sur l'immeuble, sur le PBO ou encore sur le PM.

Concernant les informations complémentaires à l'IPE, l'Autorité pourrait imposer à chaque OI de mettre en place des protocoles d'échanges complémentaires permettant de partager :

- Les synonymes d'adresse : l'IPE ne permet pas de renseigner deux adresses pour un bâtiment, alors que cette configuration est rencontrée dans de nombreux cas. Ces cas pourraient être traités dans le cadre d'un fichier les recensant mis à disposition des OC par l'OI.
- La liste des communes en ZMD dont l'ensemble des adresses a été référencé dans l'IPE :
 - une telle liste permettrait, pour les communes réputées complètes, aux OC (comme aux OI) de lancer des audits par comparaison entre les adresses IPE et les référentiels d'adresses externes afin d'identifier les adresses inéligibles à tort :

- soit en raison de l'absence dans l'IPE d'adresses présentes dans les référentiels externes utilisés par les OI (SNA, 42C),
 - soit en raison d'échecs ou d'erreurs de rapprochement entre les adresses IPE et celles présentes des référentiels externes sur la commune
- pour pallier ces cas, l'OI devrait avoir l'obligation de s'assurer de la conformité en chaque instant entre son référentiel d'adresse et les référentiels publics sur lesquels se basent les OC.
- une alternative à la fourniture de ces listes de communes ZMD intégralement référencées dans les IPE serait un engagement des OC sur la complétude des adresses à l'échelle de la commune dès le début de la publication de cette commune dans les IPE, y compris dans le cas où le déploiement est prévu par lots successifs, sur plusieurs PM par exemple.
- Il pourrait également être utile que les communes entièrement raccordables soient identifiées comme telles, afin de faciliter les processus commerciaux et de migration.

PARTIE 3 - GARANTIES DE NON-DISCRIMINATION OPERATIONNELLE ET TECHNIQUE

Nous souscrivons aux orientations de l'Autorité concernant les garanties de non-discrimination opérationnelle et technique :

- Décision pour imposer le recours à des outils communs tel que l'Autorité l'entend c'est-à-dire « lorsqu'il est utilisé par la branche de détail d'un opérateur verticalement intégré exclusivement au travers des interfaces proposées aux opérateurs tiers » ou à défaut imposer à l'opérateur n'ayant pas recours à des outils communs de publier des indicateurs pertinents
- Décision pour imposer aux opérateurs d'infrastructure verticalement intégrés, de lui fournir, sur demande, toute information utile afin que celle-ci puisse s'assurer du respect des obligations prévues à l'article D. 99-6 du CPCE.
- Recommandation en vue d'assurer un accès effectif au point de mutualisation pour les opérateurs commerciaux. L'Autorité estime raisonnable et proportionné qu'un ensemble de solutions pratiques, aujourd'hui mises en œuvre par Orange, le soient également par tous les opérateurs d'immeuble établissant, ayant établi ou exploitant des points de mutualisation intérieurs
- Recommandation relative aux conditions d'installation du point de mutualisation, le cas échéant du point de raccordement distant mutualisé en shelter ou en local technique adapté à l'accueil des équipements actifs de plusieurs opérateurs commerciaux

Nous sommes réservés sur les propositions de recommandation :

- pour limiter le risque de discrimination entre opérateurs commerciaux, et de garantir la livraison en temps utile des prestations nécessaires aux opérateurs commerciaux
- relative à la localisation du PM.

Les mesures envisagées pourraient être renforcées :

- pour assurer un contrôle régulier de l'efficacité des processus y compris lorsqu'ils reposent sur des outils communs ; l'usage d'outils communs n'exclut pas des niveaux de performance différents ;
- pour rééquilibrer la connaissance du marché qu'ont les opérateurs verticalement intégrés sur leurs zones de déploiement et le partage d'informations entre les branches de gros et de détail des opérateurs verticalement intégrés ; les mesures envisagées ne traitent pas ce déséquilibre ;
- pour garantir des conditions d'accès aux réseaux équivalentes entre tous les opérateurs ; le principe de l'accès aux PM n'évite pas le déploiement d'ingénierie ad hoc contraire à la pratique générale des déploiements et est susceptible de pénaliser les opérateurs commerciaux devant s'adapter à des choix hétérogènes³ ;
- pour garantir des conditions juridiques et tarifaires non-discriminatoires.

En complément de réponses détaillées aux questions ci-dessous, nous souhaitons donc insister sur plusieurs éléments figurant ci-après.

³ Ce risque était évoqué par l'Autorité de la concurrence dans son avis 10-A-18 : « L'opérateur qui déploie la fibre pourrait en effet être tenté d'opérer des choix d'architecture limitant les possibilités des concurrents de fournir des services très haut débit sur le réseau. Or, ces choix ne sont généralement pas réversibles à un coût raisonnable, particulièrement dans les zones moins denses. Il est par conséquent indispensable que la régulation ex ante puisse les encadrer. »

Concernant les conditions de déploiement

Nous considérons que les choix techniques de déploiement des réseaux FTTH ne doivent pas diverger selon les opérateurs d'infrastructure pour ne correspondre qu'à des choix qui leur seraient favorables.

Notamment, le déploiement des réseaux est réalisé de manière uniforme sur le territoire à partir de PM 300 raccordés à des NRO dans lesquels les opérateurs peuvent à tout moment (avant ou après installation des NRO) demander d'y héberger des équipements actifs. SFR s'apprête à généraliser une architecture de déploiement fondée sur les PM 100 raccordés à des PRDM passifs et à ne proposer un hébergement d'équipements actifs dans des armoires de rue et sous réserve d'en avoir fait la demande préalablement

[SDA]

Il nous paraît essentiel que, lorsqu'un opérateur verticalement intégré décide de ne pas déployer les réseaux FTTH conformément aux pratiques du marché, cet opérateur fournisse tous les éléments permettant d'apprécier et de vérifier le bien-fondé des choix réalisés et que l'application de cette architecture n'induisse pas de coûts et frais supérieurs à ceux constatés pour le raccordement et l'exploitation de lignes FTTH à partir de PM 300 ainsi que de délais supplémentaires pour accéder effectivement à ces PM.

A tout le moins, dès lors que les choix d'architecture atypique retenus par un opérateur entraîneraient des surcoûts ou des délais pour les opérateurs clients, il paraîtrait équitable que les tarifs d'accès soient inférieurs à ceux du marché. Si les économies permises par les choix atypiques de l'opérateur d'immeubles ne permettaient pas de compenser les surcoûts induits pour les opérateurs commerciaux, alors le choix d'architecture serait globalement inefficace. L'opérateur d'immeuble n'a pas à faire supporter l'inefficacité de ses choix à ses opérateurs clients.

Concernant la garantie de conditions juridiques et tarifaires non-discriminatoires

L'Autorité de la concurrence soulignait dans son avis 15-A-04 portant sur les processus techniques et opérationnels de la mutualisation des réseaux de communications électroniques à très haut débit en fibre optique que « *L'obligation de non-discrimination vise à éviter que les opérateurs d'immeuble ne bénéficient d'un avantage compétitif indu sur les marchés de détail en réservant à leurs branches ou services sur le marché aval un traitement privilégié dans les conditions d'accès à leur réseau, que cela soit sous forme de discrimination tarifaire ou non tarifaire (par exemple, en termes d'accès aux informations, de contacts précoces avec les clients potentiels, en termes de délais de fourniture ou de manœuvres dilatoires, de qualité de services, etc).* »

[SDA]

Nous adhérons à l'ensemble des dispositions envisagées par l'Autorité pour renforcer les garanties de non discriminations. Il n'existe aucune raison que les dispositions d'EoO renforcées imposées à Orange au titre du dernier cycle d'analyse de s'appliquent pas aujourd'hui à l'ensemble des opérateurs verticalement intégrés. Si ces dispositions sont nécessaires et proportionnées pour Orange, alors elles le sont pour les autres OI.

[SDA]

Aussi et pour éviter toute discrimination tarifaire d'accès aux lignes FTTH auprès des opérateurs verticalement intégrés, il est essentiel que les conditions d'accès aux lignes FTTH soient strictement encadrées et ne puissent pas être modifiées unilatéralement par ces derniers. Notamment, les conditions d'évolution des tarifs doivent être définies dans le contrat et ne doivent pouvoir évoluer que d'un commun accord entre les opérateurs verticalement intégrés et les opérateurs commerciaux clients de ces offres.

Garanties de non-discrimination des systèmes d'information et processus

Le recours à la publication régulière d'indicateurs précis distinguant les services rendus à la branche de détail de l'opérateur verticalement intégré des services rendus aux opérateurs tiers est un moyen de s'assurer d'un

traitement non discriminatoire⁴. Dans le cas d'Orange, l'Autorité a procédé au contrôle des outils développés et utilisés par Orange pour ses besoins d'opérateur d'infrastructure et d'opérateur commercial. Toutefois, l'Autorité peut ne pas voir les moyens de mener de tels contrôles chez l'ensemble des opérateurs d'infrastructure verticalement intégrés et, en tout état de cause, pas régulièrement.

Une publication mensuelle d'indicateurs permet aux opérateurs commerciaux ainsi qu'à l'Autorité d'éviter de constater tardivement des dérives de traitement et leur donne les moyens de signaler d'éventuelles anomalies.

Pour contrôler les indicateurs publiés, la décision symétrique devrait imposer aux opérateurs d'infrastructure de communiquer à l'Autorité les données ayant servi à l'établissement des indicateurs.

Chinese wall

Les opérateurs verticalement intégrés disposent à la fois de la connaissance des déploiements, des travaux en cours, des calendriers, des objectifs, de l'information sur les réseaux déployés, de leur état mais également de l'usage des réseaux par leurs concurrents. Encore plus, ils définissent les conditions dans lesquelles les opérateurs concurrents peuvent accéder aux réseaux en cofinancement ou en location. Ils maîtrisent les conditions d'évolution des conditions d'accès : tarifs, modalités opérationnelles. Enfin, les opérateurs verticalement intégrés maîtrisent le niveau d'information transmis aux opérateurs commerciaux : rythme de transmission des informations, nature des informations, précisions, etc.

L'instauration de murailles de Chine au sein des opérateurs verticalement intégrés pour s'assurer de l'absence de tout transfert d'information est un moyen d'éviter que ces opérateurs tirent profit de leur connaissance particulière des réseaux FTTH. Ces murailles de chine pourraient prendre la forme :

- d'une obligation de publication des mesures permettant d'éviter la circulation au sein de l'opérateur intégré d'informations non transmises aux opérateurs commerciaux tiers ;
- d'une obligation de faire auditer à intervalle régulier par un cabinet extérieur la bonne application de ces mesures, de la même manière que les audits de comptabilité réglementaires ;
- d'une obligation de transmission, de manière non discriminatoire, aux opérateurs commerciaux tiers des données dont la circulation au sein de l'opérateur intégré ne peut être empêchée.

Les données dont la circulation ne peut être raisonnablement bloquées, par exemple le nombre de tranches de cofinancement achetées ou le volume prévisionnel de prises déployées, qui sont nécessairement connus des directions financières et des directions générales, doivent être transmises de manière non discriminatoires aux opérateurs commerciaux tiers.

Adduction des points de mutualisation intérieurs

Nous adhérons à l'esprit des dispositions proposées par l'Autorité. Cependant, nous nous interrogeons sur la pérennité des dispositions envisagées. En particulier, dans le cas des blocages de type « syndicat de copropriété », il nous paraît hasardeux de postuler qu'une simple prestation de l'OI permettra de résoudre durablement les difficultés opérationnelles rencontrées pour la première fois à l'occasion de l'adduction.

En effet, une fois l'adduction réalisée, les opérateurs commerciaux seront appelés à réintervenir de nombreuses fois sur les PMI concernés. Il est alors probable qu'ils rencontrent de nouveau les mêmes difficultés, ce de manière durable dans la vie du réseau, et que ces difficultés généreront donc des coûts d'exploitation importants. Il nous paraît également assez probable que, dans un certain nombre de cas, ces coûts d'exploitation soient

⁴ Dans son avis 15-A-04, l'Autorité de la concurrence mentionnait que la mise en place d'indicateurs pouvait être un moyen pour s'assurer du contrôle des pratiques des opérateurs verticalement intégrés : « L'Autorité de la concurrence estime légitime la démarche du régulateur consistant à mettre en place des mesures visant à améliorer le contrôle des pratiques des opérateurs intégrés et à les dissuader de faire bénéficier leurs filiales d'un traitement plus favorable. Cette démarche n'exclut pas un renforcement, à terme, des mesures proposées, par la voie par exemple de la publication des indicateurs, si le dispositif mis en place devait se révéler insuffisant. »

supérieurs au coût de déplacement du PM. Lorsque le PM ne réunit pas, en pratique, les conditions d'accessibilité prévues par le cadre législatif, la meilleure solution est de le déplacer.

Dans cette perspective, nous suggérons que l'Autorité se dote des moyens d'identifier, par la création des indicateurs pertinents, les PMI posant le plus de difficultés pour l'adduction ou les interventions d'exploitation ultérieures, indépendamment des raisons rencontrées (% d'échec d'adduction par l'OC, % d'échec d'intervention au PM par l'OC...).

Cette liste permettrait de quantifier l'impact opérationnel des difficultés et, le cas échéant, d'envisager ultérieurement la suppression des PMI les plus coûteux à exploiter et leur reconfiguration dans des conditions d'exploitation permettant de diminuer les coûts d'intervention, par exemple en PM 100.

Délais de livraison des différentes composantes de l'accès

Les dispositions envisagées par l'Autorité ne nous semblent pas indispensables.

L'empilement de conditions sur les délais de prévenance et les délais de livraison pour la mise à disposition de l'ensemble des composantes nécessaires à la commercialisation, avant d'autoriser la commercialisation d'un OI verticalement intégré, ne nous semble pas être un enjeu majeur de la non-discrimination. En pratique, les OI verticalement intégrés resteront toujours en mesure de contourner les différents délais, dont l'enchevêtrement et la complexité conduisent à rendre le principe inapplicable et invérifiable.

Dans une perspective pragmatique, nous suggérons à l'Autorité la mise en place d'une mesure permettant d'endiguer en amont les éventuelles pratiques discriminatoires. Nous souhaiterions que l'Autorité impose dans sa décision symétrique aux OI de communiquer des informations concernant la date de réalisation des travaux de pose des PM et de pose des PBO, à une maille géographique pertinente.

Une telle disposition permettrait aux OC d'anticiper les étapes de commercialisation du FttH et d'informer leurs clients de la disponibilité prochaine de la fibre optique, indépendamment du raccordement du PM ou de la mise à disposition des PBO.

Hébergement au point de mutualisation au point de raccordement distant mutualisé

Nous pensons que les dispositions envisagées par l'Autorité doivent être renforcées.

L'Autorité doit prendre acte du fait que la dérogation au principe de PM 1 000 par l'installation de PM 300 est devenu la règle de déploiement dans l'ensemble des zones du territoire. Il convient donc impérativement de sécuriser la possibilité d'activer le PRDM pour les OC, correspondant en général au NRO et regroupant alors beaucoup plus de 1 000 lignes.

Cette sécurisation est d'autant plus indispensable qu'ainsi qu'exposé en introduction, SFR envisage de pousser le principe de dérogation un cran plus loin en limitant la taille des PM envisagés à 100 lignes dans les zones RIP. Une telle ingénierie déséquilibrerait significativement les conditions d'exploitations pour l'ensemble des OC tiers.

Comme indiqué ci-avant, il est indispensable que l'Autorité précise fermement dans la décision symétrique l'interprétation des dispositions du cadre et :

- rappelle les conditions strictement dérogatoires dans lesquelles les PM 100 peuvent être envisagés ;
- rappelle l'obligation de prévoir, à la demande des OC, l'activation des points de présence regroupant plus de 1 000 lignes dans des conditions industrielles.

Localisation du point de mutualisation

Nous ne pensons pas que les dispositions envisagées concernant la construction d'un réseau de collecte par l'OI soient indispensables. [SDA]. Il pourrait exister une incompatibilité avec les principes fixés par le régime d'aides notifié du PFTHD, qui prévoit que la collecte doit être assurée par les opérateurs commerciaux.

PARTIE 4 - MODALITES D'ACCES AUX LIGNES FTTH POUR LES LOCAUX NON RESIDENTIELS
--

Nous soutenons la majeure partie des orientations adoptées par l'Arcep concernant les modalités d'accès aux lignes FttH pour les locaux non résidentiels. Nous ne disposons pas d'un retour d'expérience suffisant pour formuler des réponses détaillées sur l'ensemble des sujets.

Questions 3 et 4. Exemption de GTR

[SDA]

Question 5. Légitimité des adaptations d'architecture

[SDA]

Question 6. Cofinancement des lignes avec architecture adaptée

[SDA]

Question 7. Délai de prévenance des adaptations BLOM

[SDA]

Questions 8 et 9. Mode STOC et migration

[SDA]

Question 11. Multi accès et double adduction

[SDA]

Question 12. Raccordement des stations de base mobiles

[SDA]

Granularité des indicateurs de qualité

Propositions :

- Si le mode OI venait à se développer, ou restait imposé pour le B2B, il est essentiel de distinguer les indicateurs liés de production des accès FTTH en fonction du mode (STOC/OI)
- Dans le cadre de l'arrêt du réseau cuivre, il pourrait être pertinent
 - De veiller à la comparabilité des indicateurs cuivre et FTTH, afin de vérifier que les niveaux de performance du FTTH sont au moins comparables à ceux du cuivre,
 - Et éventuellement d'ajouter une distinction pour le FTTH, entre les zones cuivrées, les zones dont le cuivre est en cours de fermeture et les zones sans cuivre.

Périmètre des indicateurs de qualité

Les indicateurs ne devraient pas se limiter, selon Free, à la production de nouveaux accès ou au SAV des accès en service, Free souhaiterait aussi des indicateurs sur les domaines suivants :

- Sur la qualité des IPE (complétude, cohérence) et sur le process d'escalade (taux et délai),
- Sur la mise à disposition effective des PM, notamment sur les constructions neuves,
- Sur la mise à disposition effective des PBO et plus particulièrement lorsque le recours aux raccordables à la demande a été rendu possible,
- Sur la disponibilité et sur la qualité des outils informatiques (taux et délai de correction),
- Sur la qualité du reprovisionnement à chaud (taux d'acceptation et délai),
- Sur la désaturation des éléments de réseau

Sur la granularité des indicateurs de qualité de service, il faut probablement distinguer tout d'abord les indicateurs à destination des OC (et de l'Autorité) des indicateurs à destination du grand public.

- Pour les premiers, les indicateurs devraient être aussi détaillés que possible, afin notamment de surveiller le respect des engagements contractuels et de donner lieu au versement de pénalités en cas de non-respect,
- Pour le grand public, nous n'avons pas de préférence sur le niveau de regroupement des indicateurs. Nous nous interrogeons en revanche sur l'intérêt de maintenir de telles publications, le constat général étant que
 - le fait de rendre public ces indicateurs n'incite pas les opérateurs à la transparence,
 - les indicateurs publiés par le passé reflétaient mal l'expérience client,
 - ces indicateurs n'ont pas ou peu influencé les consommateurs,
 - bref, ils étaient souvent inutiles et pouvaient induire le consommateur en erreur, expliquant que la plupart de ces publications ont été supprimés ces dernières années :
 - indicateurs de qualité de service de la téléphonie,
 - indicateurs de qualité de service de l'accès à Internet,
 - indicateurs de qualité de service de la hotline des opérateurs,
 - indicateurs de qualité de service sur la production et le SAV des accès

Remédiation des problèmes au point de mutualisation

La réalisation et la maintenance des raccordements finaux et des opérations de brassage au point de mutualisation peuvent entraîner de la sous qualité ou des malfaçons. Certaines sont directement attribuables à un prestataire ou un opérateur, d'autres ne le sont pas. Les problèmes non attribuables les plus visibles à ce stade se situent au point de mutualisation. Plusieurs niveaux de remédiations semblent nécessaires pour prévenir les dégradations via la mise en place : d'une maintenance curative efficace et à la répartition des coûts équilibrée et d'une maintenance préventive.

La remise en état d'un PM dans le cadre d'une maintenance curative est un préalable à une exploitation pérenne et une identification des contrevenants aux procédures. La répartition financière d'un tel chantier doit être arbitrée en tenant compte de principes suivants :

- Les défauts ou malfaçons, significatifs et avec un impact fonctionnel, attribuables à un OC ou OI doivent être remédiés par le responsable, à ses frais. Le délai doit être raisonnable et proportionné. A défaut, l'OI remédie au défaut et facture les coûts à l'opérateur concerné.
- Les défauts non attribuables doivent être refacturés à l'ensemble des opérateurs. La prise en charge doit tenir compte du nombre de lignes de chaque opérateur, et être modulée, de manière volontariste et incitative, en fonction des mesures Interop' implémentées par chaque OC.
- Si l'OI perçoit des sommes de la part de l'OC au titre de l'exploitation du raccordement final, mais sans supporter de coûts correspondants, alors ces sommes sont affectées par l'OI à la remise en état des PM. Dans le cas inverse, l'OC est facturé directement et en sus pour la remise en état du PM.

Au long terme, la maintenance curative via la consultation régulière de l'état d'un PM est la clé du maintien de son exploitabilité. Elle réduit le nombre de raccordements qui peuvent survenir entre le désordre et sa découverte, et par conséquent il en est de même pour la complexité de la remise en conformité. elle permet une identification plus fine du responsable du désordre ?

Sauf à placer un auditeur devant chaque porte de PM, ce monitoring permanent est impossible. Il nous semble opportun de privilégier deux manières de régler ce problème :

- L'évolution rapide de l'ensemble des acteurs vers le protocole accès 1.4 (embarquant les échanges de photos prises lors de l'intervention) ;
- La création d'un outil commun de déclaration d'intervention au PM qui permettrait de corréler une commande et sa date de réalisation, afin d'aider à l'identification des intervenants hors STAS.

Les demandes ci-dessus nous semblent constituer un préalable essentiel à toute discussion sur l'application de pénalités consécutives à une malfaçon :

- L'état actuel de certains PM rend impossible tout brassage en conformité avec les STAS de l'OI et condamne de fait l'OC au paiement d'une pénalité à chaque raccordement ;
- Une application de pénalités en l'état actuel pourrait donner lieu à une demande symétrique de la part des OC dont le raccordement serait interdit par l'état du PM, qui serait justifiée par la sanction systématique dont ils auraient à faire les frais : raccorder un client en risquant une pénalité pour malfaçon ou assumer les frais d'un déplacement à tort en cas d'échec de raccordement. Ceci annulerait l'essence dissuasive de la pénalité.

Obligations relatives aux processus

Les travaux du groupe Interop'fibre relèvent d'une libre organisation des acteurs du marché pour discuter des conditions opérationnelles d'accès aux réseaux FTTH. Toutefois, le pouvoir de déterminer les conditions techniques d'interconnexion aux réseaux FTTH et d'accès n'appartient qu'à l'Autorité et ce pouvoir est nécessaire pour donner à ces travaux leur pleine efficacité. En effet, les travaux reposent sur une décision de chaque opérateur de participer à l'élaboration et d'appliquer ou non les processus du groupe Interop'Fibre. Or, il ne nous

semble que l'Autorité n'aurait pas les moyens de sanctionner et donc de contraindre un opérateur de respecter les processus définis par Interop'Fibre s'il décidait de s'en écarter.

L'Autorité pourrait, à l'instar de ce qu'elle a fait avec la décision n° 15-0776, régulièrement transformer les bonnes pratiques qu'elle considère pertinentes, en obligation voire compléter ces pratiques en l'absence d'accord des acteurs.

A titre d'exemple, le groupe Interop'Fibre a défini les spécifications de l'outil e-mutation permettant aux opérateurs commerciaux de pouvoir réaliser des constructions de câblages clients finals ou des opérations de maintenance sans avoir à appeler la conduite d'activité de l'opérateur d'immeuble concerné. Or, il aura fallu plus de 2 ans pour que les opérateurs d'infrastructure développent tous cet outil et certains opérateurs d'infrastructure refusent d'implémenter toutes les spécifications prévues telles que la mutation sur PB extérieur. Cet outil perd alors de son sens et de son efficacité pour raccorder les locaux accessibles à partir d'un PB extérieur. Ces comportements et pratiques ne sont pas en l'état sanctionnables par l'Autorité en l'absence de décision. Si cela peut se comprendre pendant une période d'élaboration des outils et pratiques, un délai de 2 ans est anormal.

Les premières offres de cofinancement ont été publiées en avril 2010 et ne concernaient que les déploiements dans les zones très denses. 10 ans plus tard, après plusieurs règlements de différé et décisions de l'Autorité, les discussions sur les offres d'accès et les conditions de cofinancement perdurent encore sur des éléments essentiels de ces offres et notamment :

- la durée des droits d'usage qui sont la contrepartie du cofinancement,
- la protection des droits d'usage acquis en contrepartie du cofinancement.
- la stabilité de conditions tarifaires offrant de la visibilité aux cofinanceurs,

Il ne nous semble pas normal que ces discussions aient encore lieu et que ces points fassent encore l'objet d'incertitudes alors que le cadre réglementaire a dix ans et que les déploiements, les raccordements et l'exploitation des lignes sont dans une phase industrielle. Aujourd'hui, 18 millions de lignes sont raccordables au FTTH, soit la moitié environ des locaux métropolitains.

L'ARCEP a défini le cadre réglementaire de l'accès aux lignes FTTH dans plusieurs décisions, recommandations et règlements de différé. Les opérateurs d'infrastructure doivent proposer des conditions juridiques et financières conformes aux principes fixés par la décision 2010-1312 de l'Autorité : « *En dehors des zones très denses, il apparaît nécessaire que l'opérateur d'immeuble propose aux opérateurs tiers des modalités d'accès garantissant un accès pérenne dans des conditions non discriminatoires et permettant de monter dans l'échelle des investissements* ». Le principe demeure l'accès en cofinancement. Ses modalités ont été encore récemment précisées par la Cour d'Appel de Paris dans son arrêt du 26 septembre 2019, la Cour réaffirmant le besoin légitime de visibilité et de prévisibilité sur la durée des droits d'usage et l'évolution des tarifs.

Free cofinance depuis 2010 le déploiement des réseaux FTTH. En zone très dense, Free cofinance [SDA]. En zone AMII, Free cofinance [SDA]. En zone RIP, Free a signé un contrat de cofinancement avec [SDA]. Les conditions contractuelles proposées par certains opérateurs d'infrastructure pour le cofinancement des réseaux ne peuvent pas être signées en l'état par Iliad : [SDA]

Free considère donc qu'une intervention de l'Autorité est nécessaire pour assurer un rééquilibrage des contrats d'accès pour préserver la capacité de cofinancement des réseaux FTTH :

- réaffirmer le cadre réglementaire et le recours au cofinancement pour le déploiement du FTTH,
- réaffirmer des besoins de visibilité et de prévisibilité sur les conditions d'accès aux lignes FTTH dans le cadre du cofinancement,
- réaffirmer que les conditions de cofinancement doivent assurer un accès effectif au réseau déployé et permettre la préservation de la concurrence, le développement et la valorisation de l'investissement consenti par l'opérateur commercial et ce, notamment en interdisant aux opérateurs d'infrastructure de procéder à des modifications unilatérales des contrats d'accès et plus particulièrement des tarifs ainsi que de limiter le libre exercice et la libre disposition des droits d'usage,
- pérenniser les conditions de cofinancement en confirmant l'obligation pour les opérateurs d'infrastructure d'accorder des droits d'accès d'une durée d'au moins 40 ans en contrepartie du cofinancement des réseaux FTTH,
- pérenniser la capacité et les conditions d'accès aux lignes FTTH en confirmant que le maintien et la préservation dans le temps des conditions d'accès et des droits d'usage sont essentiels ; à ce titre, ils ne peuvent être remis en cause qu'en cas de manquement des opérateurs cofinanceurs à leur obligation essentielle de s'acquitter des sommes dues aux opérateurs d'infrastructure ; toute autre

- stipulation telle que une évolution capitalistique affectant un opérateur cofinanceur ne doit pas permettre une remise en cause de l'accès et des droits d'usage,
- préserver la pérennité des droits d'usage et la capacité de cofinancement des lignes FTTH en confirmant que les opérateurs d'infrastructure ont l'obligation de préserver et maintenir les droits d'usage y compris en cas de cession des réseaux FTTH.

PARTIE 7 - PRECISION DES OBLIGATIONS COMPTABLES

Le projet d'obligations comptables de l'Autorité amène deux remarques principales :

- la restitution comptable ne permet pas de percevoir les coûts réels du réseau, lorsque l'opérateur achète des prestations de construction et d'exploitation sans mise en concurrence, à une société mère ou sœur ; ce n'est pas non plus le cas quand il a acheté le réseau à un tiers ;
- les tarifs de la zone RIP ne sont pas orientés vers les coûts de la zone RIP ; demander les coûts de la zone RIP ne sert à rien, sauf si les principes tarifaires du PNTD sont appelés à évoluer ; pour Iliad, il s'agit d'un risque majeur sur lequel la régulation doit être transparente et prévisible.

Prix de cession intra groupe ou avec actionnaires communs

Les séparations comptables ont été imposées, par exemple pour la boucle locale cuivre ou la terminaison d'appel mobile, à des opérateurs qui construisaient et exploitaient eux-mêmes leurs réseaux. Sur le marché du FttH, quasiment tous les opérateurs de réseaux publics sont des coquilles presque vides, qui achètent la construction et l'exploitation de leurs réseaux à des sociétés mères, sœurs, familiales, sans pouvoir les mettre en concurrence.

En zone d'initiative privée, SFR FttH pourrait également s'approvisionner auprès de sociétés ayant une parenté actionnariale. Cette situation crée une complexité nouvelle, peut être irréductible et rédhibitoire. Quels que soient les arguments juridiques, de sincérité des prix ou de certification des comptes, si des actionnaires communs demandent à éviter une mise en concurrence, c'est que la marge, les prix de transfert et donc in fine les coûts ne sont probablement pas les mêmes.

Nous pensons que l'Autorité ne doit pas être récipiendaire de comptabilités auditées traduisant des coûts de transfert qui s'écarteraient des coûts réels et efficace de construction et d'exploitation du FttH.

[SDA]

Exclusion des RIP

Concernant la seconde remarque, nous pensons que les réseaux publics doivent être durablement exclus du périmètre d'application d'une obligation de reporting comptable détaillée. Il y a une difficulté liée aux approvisionnements « familial » exposés ci-avant. Des comptes annuels sont déjà transmis aux collectivités et le cas échéant aux chambres régionales des comptes. Surtout, les tarifs de la zone d'initiative publique sont une dérivée des tarifs et donc des coûts de la zone d'initiative privée, et non des coûts de la zone publique.

[SDA]

Cohérence par rapport à l'existant

Il serait souhaitable que le reporting comptable soit cohérent avec le modèle de flux de trésorerie publié par l'Autorité. Il serait également souhaitable qu'il soit cohérent avec le reporting comptable qu'Orange doit transmettre aux opérateurs cofinanceurs, en application de la décision de différend arbitré par l'Autorité en 2018.

Publication

Pour le dégroupage ou d'autres produits régulés de manière asymétrique, la transmission d'une comptabilité détaillée à l'Autorité est assortie d'une publication synthétique. Nous pensons que cette obligation de publication synthétique doit être prolongée pour le FttH.

Autres remarques

Les réseaux FttH sont une infrastructure lourde construite plusieurs années avant d'atteindre son taux de remplissage nominal. Les frais financiers représentent une partie significative de l'économie globale du projet.

L'Autorité ne considère que les dépenses opérationnelles dans le périmètre des restitutions, alors que le reporting comptable doit comprendre une restitution de ces masses de capital, d'emprunt, et les frais financiers réels associés.

En mode STOC, les dépenses de l'OI correspondant à la grille de sous-traitance avec OC ne reflètent pas nécessairement aux coûts réels de construction. Il y a une hétérogénéité importante entre les opérateurs et les zones. La consultation semble considérer que l'OI joue toujours le rôle de chambre de compensation pour les droits de suite. Ce n'est pas toujours le cas. Free OI fournit aux OC les données de facturation réciproques mais n'est pas intermédiaire. Ce modèle est identique à celui des droits de suite de colocalisation en dégroupage.

Le PM nous semble devoir être intégré au segment de la sous boucle PM - PBO, par cohérence avec les coûts transmis par Orange en application du règlement de différend.

Différencier la restitution comptable par zone nous semble utile. Le périmètre des zones peut évoluer. En cas d'évolution, il faut prévoir des mécanismes de réconciliation de périmètre.

La délimitation entre coûts directs et indirects n'est pas évidente à fixer de manière univoque et homogène entre acteurs. Les postes coûts communs et commerciaux pourraient n'être alloués qu'en fin de section, plutôt que spécifiquement à chaque poste de coûts.

Les « coûts communs » ne sont par définition pas allouables spécifiquement à un poste particulier de coûts. Il pourrait être envisagé de ne renseigner les « coûts communs » qu'en bas de section.

Le compte de bouclage peut recouvrir des activités assez larges et hétérogènes. Une sous segmentation plus fine que celle envisagée pourrait être utile.